CSAL DU 4 AVRIL 2025
DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le président,

L'actuel gouvernement a de quoi marquer l'histoire politique de la 5ème république, et ce ne sera pas par l'audace de ses projets politiques ou par l'ambition démocratique qu'il affiche mais bien par son illégitimité et l'incongruité de sa nomination. C'est en effet une grande première que ce gag à répétition. Et ceux qui espéraient un gouvernement dont le sérieux serait à la hauteur des tâches qui lui incombent en sont manifestement pour une nouvelle déception : une de plus.
Ces dernières années et notamment lors des derniers mandats présidentiels, on en était arrivés à se dire à l'instar de Tomasi Di Lampedusa dans son célèbre Guépard qu'il ne s'agissait chaque fois que de « tout changer pour que rien ne change ». Pourtant, cette fois-ci, un nouveau seuil est dépassé et rien n'a changé pour que rien ne change.
Et effectivement, quand on vient à regarder ce que ce non-nouveau gouvernement entend mettre en place au titre du budget 2026, on ne voit aucun changement à l'horizon et aucune inflexion de la politique de détricotage de notre socle de solidarité collective et sociale. Ce projet de budget et les lois budgétaires afférentes ne vont qu'augmenter les inégalités, les injustices et la pauvreté.
30 Milliards d'économies sur le dos des salariés, retraités et malades ! Austérité toujours…

Alors, dans ce budget, il y a bien le recul annoncé de la réforme des retraites et sa suspension jusqu'en 2028. Mais ce n'est d'abord qu'un juste retour de ce que la mobilisation citoyenne a obtenu à force de grèves et de manifestations, en 2023 puis en ce mois de septembre 2025.
Et ensuite, concéder de détruire moins que prévu et s'ériger en sauveur traduit de la part de la macronie, un sérieux trouble dans son rapport à la réalité. À moins que cela ne soit une tendance malsaine à la manipulation, sans plus de compétence, voire sans plus de volonté pour la dissimuler… ce qui en dit long.
En d'autres circonstances, on serait soulagé par cette annonce. Mais que ce soit clair, on ne se félicite pas d'avoir été entendus, on se félicite d'avoir obtenu ce recul. Et nous comptons bien en obtenir l'abrogation. Et croyez bien, monsieur le directeur que nos grèves et nos mobilisations sont le fruit de nos sacrifices en tant qu'agents et citoyens, qu'il ne s'agit en rien d'un cadeau qui nous serait fait ou d'une concession de bonne volonté.
Nous ne sommes pas dupes, par ailleurs.
Nous ne sommes pas dupes d'une stratégie politique visant à faire oublier les injustices, à occulter les incuries pourtant criantes et surtout à poursuivre le travail de sape des fondements de notre système de solidarité sociale. À l'heure de l'adoption d'un budget pour l'année 2026, ce recul ne sert qu'à faire avaler une pilule plus grosse encore.

On ne va pas vous faire une analyse, un décryptage des impacts sociaux de cette infamie budgétaire, mais sincèrement, on est tenté. Vous avez le temps ?
On va se contenter de revenir sur la suppression de certaines niches fiscales. Solidaires finances publiques est de ceux qui réclament depuis longtemps un audit des niches fiscales et de leur impact réel sur l'économie. Mais étonnamment, les niches contre lesquelles le gouvernement prétend partir en chasse sont les mesures, pourtant de faible pression budgétaire en faveur d'une frange de la population déjà en difficulté.
La suppression de 23 niches fiscales annoncées dont la fin des réductions d'impôt pour frais de scolarité ou l'abattement de 10 % pour les retraités… ne remettent pas en question les niches extrêmement coûteuses

et iniques qui profitent aux plus fortunés et aux grandes entreprises. Notre petite préférence du moment va plutôt vers le crédit impôt recherche qui coûte à lui seul 8 milliards d'euros chaque année.

Nous sommes dans un contexte où le consentement à l'impôt est franchement maltraité depuis quelques années et au quotidien ce sont nos collègues qui affrontent cette réalité. Pourtant l'exemple est donné principalement par ceux-là même qui décident de rendre l'impôt sur le revenu encore plus injuste. Diluer tant et si bien les responsabilités fiscales pour que finalement, la seule unanimité qui puisse exister est la contestation de l'impôt, ressource essentielle des politiques publiques.

Et puisqu'on en est à évoquer la perte de ressources pour les caisses de l'État et les problématiques de financement, on ne peut que déplorer concernant le financement de la sécurité sociale que ce nouveau budget ne soit que la copie exacte de celui initié par François Bayrou. Nouveaux déremboursements, augmentation des franchises, indemnisation plus courte ...
L'austérité est brandie à tout-va et le déficit est l'épouvantail servant d'alibi. Alors qu'en réalité, cette situation est due au manque de recettes : explosion des exonérations de cotisations sociales patronales qui s'élèvent à 91,4 milliards d'euros en 2024, non-augmentation des salaires, chômage, fraudes aux cotisations par les patrons…

Cette année 2025, nous célébrons les 80 ans de la sécurité sociale. Cet ouvrage d'après-guerre a constitué une avancée cruciale pour notre société. Comble de l'ironie, en sus d'un budget qui s'annonce catastrophique pour ce système, c'est également l'année où nous nous voyons contraints en tant que fonctionnaire des finances publiques de souscrire, pour notre propre couverture complémentaire de santé à une start-up licorne, pur produit d'un modèle économique à l'opposé de nos valeurs et qui n'envisage les êtres humains que comme des outils de production ou de purs consommateurs.

Mais ce n'est pas seulement la sécurité sociale que ce budget menace, c'est plus généralement notre conception du service public avec son lot de nouvelles suppressions d'emplois. L'annonce de la dispartition de 3119 emplois livre un constat sans appel : la fonction publique, ses agentes et agents seront, une nouvelle fois, sacrifiés sur l'autel de l'austérité ! A cela s'ajoute le gel des salaires, la suppression de nombreux opérateurs, tant d'idées pour déconstruire et aucune pour la justice fiscale...
La rémunération des personnels publics reste figée dans une hibernation durable, alors que notre rémunération depuis 20 ans a baissé de 23 % en euros constants !
Le jeu des chaises musicales des gouvernements successifs ne masque pas la dynamique qui elle, reste à l'œuvre : la fonction publique, les fonctionnaires ne sont pour eux qu'un coût budgétaire. Et ce n'est pas un hasard s'il n'y a plus de ministère de plein exercice et si le nouveau ministre délégué de la fonction publique est désormais sous l'autorité du ministère des Comptes Publics.

Mais surtout, c'est comme toujours la DGFiP qui paie le prix le plus lourd, avec **558 suppressions d'emplois prévues pour 2026**. Des nouvelles suppressions de postes qui se rajoutent aux plus de 30 000 subies ces dernières années. Derrière ces chiffres, ce sont des équipes fragilisées, des services publics affaiblis, des usagers délaissés. **Solidaires Finances Publiques dénonce avec force cette politique d'asphyxie.**

La charge de travail explose, les conditions se dégradent, le sens du travail s'effrite. Combien de drames faudra-t-il encore ? Les suicides et tentatives de suicide qui ont endeuillé la DGFiP en 2025, les alertes du rapport de la Cour des Comptes, les témoignages de collègues épuisés : tout cela devrait suffire à stopper cette fuite en avant. Mais rien ne semble freiner cette mécanique infernale qui broie les personnels et détruit le service public.

Avec une telle politique, les services publics continueront à s'affaiblir et cela met à mal l'égalité. Par ailleurs, rien ne prépare l'administration, dans les débats budgétaires, à engager des actions de fond – plutôt que des mesures symboliques – en faveur de la bifurcation écologique, rendue indispensable par le dérèglement climatique.

Nous réclamons un budget de justice fiscale, sociale et environnementale et nous sommes loin du compte.

Alors vous pourrez nous dire, vous aussi, à l'instar de vos prédécesseurs que vous n'êtes qu'un fonctionnaire appliquant les directives qui lui sont données. Et on ne manquera pas de vous répondre à l'instar de ce que l'on a déjà répondu à vos prédécesseurs, qu'à ce niveau de responsabilité et, on peut le dire, de rémunération, on attend davantage d'un directeur que la simple redescente des mesures prises en haut lieu et déconnectées des réalités du terrain, surtout quand ce sont des mesures qui détruisent le service public qu'ils sont censés assurer et renforcer le temps de leur direction.

On vous rappellera aussi qu'être fonctionnaire est un statut. C'est également un privilège que celui d'œuvrer pour un service public. Mais en aucun cas, cela ne peut constituer une excuse. Et cela ne peut être un motif à l'inaction.
Vous serez responsable de la déliquescence de votre administration. Et on espère que vous avez conscience qu'aucune convention, aucun dialogue fut-il de qualité ne sera en mesure de compenser les difficultés que les agents vont devoir affronter avec de nouvelles suppressions d'emplois.
Nous attendons d'un directeur qu'il refuse ces mesures et défende davantage ses agents que les directives reçues sans la moindre critique.